



**PRÉFET
DE LA SAVOIE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
d'Auvergne-Rhône-Alpes**

Unité interdépartementale des deux Savoie
430, rue Belle Eau
ZI des Landiers Nord
73011 Chambéry

Chambéry, le 18 mars 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/03/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

GRANULATS VICAT

4 Rue Aristide Bergès
B.P. 33
38080 L'Isle-D'Abeau

Références : 20250312_RAP_InspectionPoussières_GVCalypso_Complet.odt
Code AIOT : 0006101597

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/03/2025 dans l'établissement GRANULATS VICAT implanté Lieu-dit "Calypso" 73140 Saint-Martin-de-la-Porte. L'inspection a été annoncée le 11/03/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection s'inscrit dans un contexte de plaintes de riverains en raison de nuisances poussières en lien avec les activités de transit et de traitement des matériaux exercées sur le périmètre de la carrière GRANULATS VICAT de Calypso sur la commune de St Martin de La Porte.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GRANULATS VICAT
- Lieu-dit "Calypso" 73140 Saint-Martin-de-la-Porte
- Code AIOT : 0006101597
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'exploitation de la carrière est autorisée par arrêté préfectoral signé par le préfet en date du 03 mai 2022. En parallèle, le projet a fait l'objet d'un arrêté préfectoral de défrichement du 2 mai 2022.

Par ailleurs, par arrêté préfectoral complémentaire du 30/01/2025, des dispositions particulières relatives aux conditions d'exploitation et permettant d'adapter les critères d'admission des matériaux extérieurs utilisés dans le cadre de la remise en état de la carrière Calypso sont venues compléter l'arrêté préfectoral initial.

Contexte de l'inspection :

- Plainte

Thèmes de l'inspection :

- Air

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Prévention de la pollution atmosphérique	Arrêté Préfectoral du 03/05/2022, article 2.1.3	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Nature des installations	Arrêté Préfectoral du 03/05/2022, article 3.1	Sans objet
2	Prévention de la pollution atmosphérique	Arrêté Préfectoral du 03/05/2022, article 2.1.1	Sans objet
3	Prévention de la pollution atmosphérique	Arrêté Préfectoral du 03/05/2022, article 2.1.2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats établis lors de cette visite d'inspection ont permis à l'exploitant de démontrer la bonne mise en œuvre des mesures de prévention en matière de pollution atmosphérique et notamment en ce qui concerne la prévention des émissions de poussières au niveau des installations de traitement des matériaux.

Les choix effectués par l'exploitant vis-à-vis de la conception des installations, dont la mise en œuvre a été observée sur site par le service d'inspection des installations classées, permettent de dire que l'exploitant respecte ses obligations réglementaires en matière de prévention et de limitation des émissions de poussières.

Une attention particulière devra être portée sur les opérations singulières (chargement ou déchargement) réalisées ou localisées en dehors des zones d'exploitation habituelles.

Par ailleurs, des demandes de justifications et d'actions correctives ont été formulées en ce qui concerne le plan de surveillance des émissions de poussières et notamment vis-à-vis de la localisation et du nombre des stations de mesures. La prise en compte de ces observations par l'exploitant permettront d'améliorer la fiabilité des mesures réalisées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Nature des installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/05/2022, article 3.1
Thème(s) : Situation administrative, Durée de l'autorisation
Prescription contrôlée : Pour la carrière et les installations de traitement de matériaux présentes dans l'emprise de la carrière, l'autorisation d'exploiter est accordée pour une durée de 30 ans à compter de la date de notification du présent arrêté.
Constats : La visite d'inspection a mis en évidence que les opérations en cours sur le périmètre autorisé de la carrière se concentraient autour des activités de transit et de traitement de matériaux silico-calcaires réalisées sous couvert des rubriques 2515 et 2517 de la nomenclature ICPE et listées à l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral du 03 mai 2022. A ce jour, aucune opération de remblaiement en lien avec le phasage nouvellement défini dans l'arrêté préfectoral complémentaire du 30 janvier 2025 n'a été engagée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Prévention de la pollution atmosphérique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/05/2022, article 2.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Dispositions générales
Prescription contrôlée : Toutes les dispositions nécessaires sont prises par l'exploitant pour éviter l'émission de poussières susceptibles d'incommoder le voisinage et de nuire à la santé et à la sécurité publique, et ce même en période d'inactivité. Des dispositions particulières sont mises en œuvre par l'exploitant, tant au niveau de la conception et de la construction que de l'exploitation de l'installation de manière à limiter les émissions de poussières. Le brûlage à l'air libre est interdit.
Constats : Lors de la visite d'inspection, l'exploitant a présenté l'ensemble des mesures mises en place pour prévenir les nuisances relatives aux poussières. Ces mesures se décomposent autour de 2 types d'actions : <ul style="list-style-type: none">la première consiste à gérer à la source les émissions de poussières engendrées par les équipements de traitement présents sur l'installation (dépoussiéreurs autonomes équipés de leur propre alimentation en eau).la seconde permet d'abattre les poussières au niveau des pistes et des stocks en les arrosant. Par ailleurs des actions de nettoyage du pont palier et du carrefour situé au niveau de la route départementale sont effectuées 2 fois par semaine et en cas de besoin. Ces opérations sont réalisées par camion aspirateur.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Prévention de la pollution atmosphérique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/05/2022, article 2.1.2
Thème(s) : Risques chroniques, Réduction des émissions de poussières
Prescription contrôlée : L'exploitant prend toute disposition utile pour prévenir et limiter l'émission et la propagation de poussières. Il met en œuvre les moyens nécessaires à l'abattage des poussières gênantes pour le voisinage. À cet effet : <ul style="list-style-type: none">• les voies de circulation et les aires de stationnement des véhicules et engins de l'installation sont aménagées et convenablement nettoyées ;• la vitesse des poids-lourds et engins de carrière circulant sur le site est limité à 20 km/h. En tout état de cause, la vitesse sur les pistes non revêtues est adaptée ;• les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussières ou de boue sur les voies de circulation publiques. À cet effet, des dispositions telles que le lavage des roues des véhicules ou tout autre dispositif équivalent sont prévues en cas de besoin ;• les transports des matériaux de granulométrie inférieure ou égale à 5 mm sortant de l'installation sont assurés par bennes bâchées ou aspergées ou par tout autre dispositif équivalent. Cette obligation est notifiée aux clients et contrôlée par l'exploitant de la carrière. ;• les chantiers et les stocks de matériaux doivent être arrosés en tant que de besoin, et notamment lorsque les conditions météorologiques l'imposent, afin qu'ils ne soient pas à l'origine d'émission de poussières.• les pistes de roulage sont arrosées, en tant que de besoin par temps sec et venteux et hors période de gel, au moyen d'une citerne à eau mobile.
Constats : Lors de cette visite d'inspection, l'exploitant a détaillé chaque mesure mise en place pour prévenir les nuisances relatives aux émissions de poussières. Tel qu'évoqué au constat n°2, on peut rappeler la présence : <ul style="list-style-type: none">• de systèmes de dépoussiérage au niveau de chaque installation de traitement des matériaux ;• d'un camion citerne qui arrose 3 à 4 fois par jour (et en tant que de besoin) les voies de circulation ;• d'un système de pulvérisateur (alimenté par une cuve autonome) disposé au niveau des stocks de matériaux et utilisé en période venteuse ;• d'un camion aspirateur en charge du nettoyage du pont palier et du carrefour situé au niveau de la RD. Il a été précisé par l'exploitant que quand les conditions deviendraient plus sèches, un brumisateur de type canon à neige, autonome en eau et d'une portée de 50 m, serait installé sur site. Même si l'exploitant a concédé que des incidents ponctuels sur des opérations singulières pouvaient engendrer des émissions de poussières plus importantes par moment (nuage de poussières pris en photo et objet d'un signalement), le service d'inspection des installations classées a constaté que les mesures mises en place par l'exploitant répondaient de manière satisfaisante aux dispositions réglementaires de l'arrêté préfectoral du 03 mai 2022.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant de fournir au service d'inspection des installations classées une note précisant le détail des installations de traitement des matériaux et des dispositifs de dépoussiérage associés. Cette note technique devra également faire apparaître les circuits de gestion des eaux associés.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Prévention de la pollution atmosphérique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/05/2022, article 2.1.3
Thème(s) : Risques chroniques, Mesures de retombées de poussières
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant établit un plan de surveillance des émissions de poussières.</p> <p>Ce plan décrit notamment les zones d'émission de poussières, leurs importances respectives, les conditions météorologiques et topographiques sur le site, le choix de la localisation des stations de mesure ainsi que leur nombre.</p> <p>Le plan de localisation de ces points de mesure se trouve en annexe 3.1.</p> <p>Le plan de surveillance est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Il est réalisé et mis en œuvre conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux carrières.</p> <p>En cas de dépassement, et sauf situation exceptionnelle qui sera alors expliquée dans le bilan annuel prévu ci-dessous, l'exploitant informe l'inspection des installations classées et met en œuvre rapidement des mesures correctives.</p> <p>La vitesse et la direction du vent, la température et la pluviométrie sont mesurées et enregistrées par une station météorologique représentative ou dédiée. Les données enregistrées ou récupérées sont maintenues à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Chaque année l'exploitant établit un bilan annuel des mesures réalisées. Ce bilan reprend les valeurs mesurées et les commente sur la base de l'historique des données, des valeurs limites, des valeurs de l'emplacement témoin, des conditions météorologiques et de l'activité et de l'évolution de l'installation. Il est transmis à l'inspection des installations classées au plus tard le 31 mars de l'année suivante.</p> <p>Le respect de la norme de la norme NF X 43-014 (2017) - méthode des jauges de retombées - est réputé répondre aux exigences définies par le précédent alinéa du présent article.</p>
Constats : <p>En amont de la visite d'inspection, l'exploitant a transmis au service d'inspection des installations classées, en application de son plan de surveillance des émissions de poussières, le rapport d'analyse de la dernière campagne de mesures exploitables. Il s'agit des résultats de la campagne réalisée par le cabinet accrédité Cofrac KALI'AIR du 22 octobre au 20 novembre 2024.</p> <p>La première observation met en évidence que cette campagne a été réalisée dans des conditions similaires à la période actuelle objet de la présente visite d'inspection (activité soutenue).</p> <p>Les résultats des mesures réalisées démontrent le respect de la valeur limite réglementaire fixée à 500 mg/m2/j.</p> <p>Pour autant, le rapport fait mention de 2 points de mesures (station 3 et 4) au lieu de 4 stations de mesures. Par ailleurs, la station témoin initialement localisée au niveau du bourg de St Martin La Porte est positionnée à l'entrée de Saint Michel de Maurienne.</p> <p>Ces constats relèvent une non-conformité vis-à-vis des prescriptions réglementaires de l'arrêté préfectoral du 03/05/2022 et notamment vis-à-vis de son annexe 3.1 (localisation des points de mesures).</p> <p>Par ailleurs, une campagne de mesures a été réalisée de mi-février à mi-mars de cette année sur la base des mêmes points de mesures que ceux établis pour la campagne de novembre 2024. L'exploitant a précisé que les pieds des jauges n'ayant pas été fixés au sol, les conditions venteuses ont fait tomber les dispositifs rendant non interprétables les résultats.</p>

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Au regard des échanges sur site et des constats faits à la lecture du rapport de mesures de retombées atmosphériques des poussières transmis par l'exploitant au service d'inspection des installations classées, il est demandé à l'exploitant un certain nombre de justifications ou d'actions correctives :

- mise à jour et transmission du plan de surveillance des émissions de poussières. Ce plan devra décrire, au regard des activités actuelles opérées sur l'installation, les zones d'émission de poussières, leurs importances respectives, les conditions météorologiques et topographiques du site, le choix de la localisation des stations de mesure ainsi que leur nombre. Dans la mesure où ces éléments devaient remettre en cause les prescriptions réglementaires inscrites dans l'arrêté préfectoral du 03/05/2022 et notamment son annexe 3.1, les modifications à apporter par l'exploitant seront portées à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.
- Justifications des actions correctives mises en œuvre pour éviter les incidents de mesure par jauges et en particulier pour éviter le basculement des dispositifs de mesures en présence de conditions météorologiques venteuses.
- réalisation d'une nouvelle campagne de mesures 2025 prenant en compte les observations faites par le service d'inspection des installations classées lors de la visite d'inspection.

Depuis lors, l'exploitant a précisé au service d'inspection des installations classées qu'une nouvelle campagne de mesures sur 30 jours intégrant un certain nombre d'observations formulées lors de la visite d'inspection allait être engagée à partir du 17 mars 2025. En particulier, cette campagne sera réalisée en positionnant 2 jauges au niveau de la carrière, la jauge témoin au niveau de Saint-Michel-De-Maurienne et 2 jauges dans le village de Saint-Martin-De-La-Porte.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois